

REGARD CRITIQUE

Le journal du comité de la CUAE

Avril 2013 n° 42

EDITORIAL

Chères lectrices¹,

L'hiver genevois fut interminable. D'aucunes pensent la même chose à propos du débat parlementaire entourant l'adoption du budget de l'État pour l'année 2013. Cet exercice politique, somme toute assez banal, a cette fois-ci donné lieu à d'innombrables gloses dans les colonnes de la presse locale, souvent consacrée aux alliances politiques baroques qui ont dominé les débats du Grand Conseil.

Nous pensons bien évidemment que les véritables enjeux ne sont pas là. En attendant un renversement complet de certains discours « anti-austérité » au fond humaniste périmé de longue date, ce numéro de *Regard Critique* se propose, au travers de trois chroniques étudiantes, d'élargir notre compréhension de l'état des choses. Nous avons d'abord souhaité

prendre position à *chaud* sur la manifestation contre l'introduction des taxes d'études dans les hautes écoles spécialisées (HES) du 15 mars 2013 ; sur sa composition originale, sur ses limites comme sur les hypothèses d'organisation dont elle est porteuse (p.2).

On connaît, d'autre part, le rôle ambigu qu'ont joué les partis de gauche lors de la grève étudiante du Québec de l'année dernière. En Suisse, l'ampleur inattendue de la mobilisation contre le doublement des taxes d'études du 21 novembre 2012 à l'école polytechnique de Lausanne (EPFL) a pu laisser croire à l'ouverture d'un nouveau cycle de luttes étudiantes. Las, la députation PS aux chambres fédérales défend maintenant une augmentation des taxes d'études autrement plus pernicieuse que le projet initial ; ce qui ne manquera pas

de rouvrir le débat sur le rôle politique de cette « deuxième droite » (p.5).

Nous reviendrons enfin sur les affaires internes à l'université de Genève avec un article dédié aux manœuvres indignes du doyen Morard et d'une bande de mandarins issue du corps professoral qui cherchent à provoquer une scission de la faculté des SES (p.7).

Cette actualité chargée est remarquable à plusieurs aspects. Les lignes sont à nouveau en train de bouger dans la vieille Suisse et nous espérons que ce *Regard Critique* que vous tenez entre les mains participera, toute proportion gardée, à la reconstruction de comportements offensifs sur le front social.

Bonne lecture et à bientôt dans les couloirs de l'uni ou dans la rue !

1. Les termes au féminin s'entendent, bien sûr, aussi au masculin

APRES LA MANIF DU 15 MARS : retour critique et quelques perspectives

Le 15 mars, environ 400 personnes prenaient la rue pour protester contre la hausse des taxes dans les HES. Depuis plus de 10 ans aucune manifestation étudiante de cette ampleur n'avait eu lieu à Genève !

Un compte-rendu factuel est disponible sur le site de la CUAE¹. Cet article essaie d'établir un bilan

politique et esquisse quelques perspectives sur cette lutte contre les augmentations des frais de scolarité qui ne fait que commencer. Premier

constat : l'énergie est là et le potentiel de cette lutte est palpable. Pendant la manif, on

pouvait se réjouir de sentir que, pour une fois, la rue est à nous, aux étudiantes et aux jeunes. Une joie qui se sentait dans les slogans sarcastiques, dans la musique et dans la manière de "faire cortège" qui se distançait nettement des rituels syndicaux.

L'énergie est là et le potentiel de cette lutte est palpable

Il vaut la peine de s'arrêter sur le processus de recomposition² qui a mené à sa convocation. Une assemblée publique et ouverte, appelée par les associations d'étudiantes, s'est transformée en un

espace investi, autonome et combatif. La composition du cortège et toutes les étapes qui l'ont précédé ont été originales et exceptionnelles. Étudiantes du post-obligatoire, des hautes écoles et de l'université ont formé un front commun et solidaire pour s'opposer à une attaque contre leurs conditions de vie et d'études. Il faut souligner la vitalité et l'engagement des collégiennes qui se sont lancées à bras le corps dans cette aventure, bien conscientes qu'elles sont les premières à être concernées par le tour de vis autour de l'accès à l'éducation.

Bien que ces débuts soient

1. "Compte-rendu de la manifestation du 15 mars contre la hausse des taxes dans les HES", <http://www.cuae.ch/v2/?p=2284>

2. Par processus de recomposition nous entendons ici le parcours qui porte un groupe d'individus aliénées et individualisées face à leurs problèmes communs à se reconnaître en tant qu'alliées objectives.



plus qu'encourageants, notre force collective doit encore monter en puissance tant au niveau quantitatif que qualitatif.

Le désert des mobilisations – étudiantes ou non – à Genève ne nous donne pas une "habitude de la lutte" comme peuvent l'avoir les étudiantes d'autres pays d'Europe. Élargir nos discours au-delà des taxes d'études pourrait être une bonne piste pour essayer de sortir du cadre corporatiste des conflits autour des frais de scolarité. Les augmentations des taxes d'études que l'on voit un peu partout en Suisse³ – et qui commencent à arriver aussi au bout de lac – sont à inscrire dans une discussion plus large au sujet de l'attaque contre nos revenus d'étudiantes. Il serait intéressant de mettre en perspective les augmentations des taxes avec le manque chronique de logement, l'obligation de faire des stages (toujours non-payés au nom des sacrifices pour nos précieux CV), les difficultés à obtenir une bourse d'étude, les jobs étudiants (de plus en plus précaires), et pourquoi pas,

La dynamique qui s'est créée nous donne de l'espoir pour la suite

l'absence de lieu de fête à des prix abordables.

Au niveau qualitatif, un peu plus de lucidité dans des moments décisifs, notamment lors de l'arrivée devant l'hôtel de ville dans le cas de la manif du 15 mars, serait la bienvenue pour qu'on puisse avoir une stratégie efficace et lisible par tout le monde.

Côté politicien, nous ne pouvons pas nous empêcher de constater que la réaction aux mesures d'austérité du budget 2013 a été molle et pas du tout à la hauteur des enjeux.

Le cartel inter-syndical s'est contenté d'un énième rassemblement devant l'hôtel de ville pendant lequel le parti socialiste a décidé de commencer une campagne électorale d'une cohérence politique sans précédent : solidaire avec les manifestantes en dehors du parlement mais votant sans problèmes des mesures anti-sociales à l'intérieur⁴.

La formation d'un front étudiant uni doit encore gagner en maturité et en profondeur d'analyse, mais la dynamique qui s'est créée nous donne de l'espoir pour la suite !

HISTORIQUE DES TAXES D'ETUDES DANS LES HAUTES ECOLES SPECIALISEE

1995 : la loi fédérale instituant le système de hautes écoles spécialisées est votée par les chambres fédérales.

1997 : un concordat créant une haute école spécialisée de suisse occidentale (HES-SO) est signé en janvier. En juin, Genève rejoint le système HES-SO.

Cette adhésion des écoles sociales et d'art de Genève au système HES-SO ne s'est pas fait sans conflits. A cette époque, la fonction publique et des professeurs en colère s'étaient battues contre ce concordat. Elles dénonçaient, entre autres, le **déficit démocratique des organes décisionnels** de ce nouveau système.

Bien que le concordat ait finalement abouti, l'une des revendications principales des contestataires a été prise en compte : le **maintien de la gratuité des études**. C'est ce qui explique l'exonération des taxes dont bénéficient aujourd'hui les étudiantes des HES de Genève.

Avec le budget 2013, c'est cette exonération qui est remise en cause, de même que l'accès aux études pour les étrangères à qui l'on veut faire payer encore plus cher.

3. Dans les universités de Zurich, Berne et Saint-Gall les augmentations ont déjà été votées. Dans les écoles polytechniques fédérales (EPF), une initiative parlementaire, en cours de traitement, propose une augmentation des taxes discriminatoire entre les étudiantes étrangères et suisses. Voir le Regard Critique n°41.

4. Le parti socialiste et les verts ont toujours été favorables à l'augmentation des taxes d'études et elles n'ont posé aucun amendement sur cette mesure durant le débat parlementaire.

"L'hiver
genevois fut
interminable"

DES
POUR LES
RICHES ?

STOP À LA HAUSSE DES TAXES



LE Puits sans fond de la Betise Socialiste

« Dans la Marine, c'est un principe : pour qu'il y ait le moins de mécontents possible, il faut toujours taper sur les mêmes. »

Devise Shadok

Les taxes d'études dans les écoles polytechniques fédérales (EPF) seront augmentées et l'histoire retiendra que c'est grâce au parti socialiste (PS). Le conseil des EPF projetait de doubler ces écolages pour toutes les étudiantes. Le PS avait la possibilité de faire pression en menaçant de refuser un crédit de recherche de soixante millions de francs, mais a préféré proposer lui-même une solution discriminatoire.

L'initiative parlementaire du conseiller national socialiste Roger Nordmann propose le triplement des taxes pour les étudiantes étrangères et, pour toutes, une augmentation calculée sur l'inflation. C'est plus qu'il n'en fallait au conseil des EPF, qui a accueilli la proposition à bras ouverts au vu du large soutien qu'elle a recueilli au Conseil national.

Il semble que le PS ait fait sien la doctrine en vogue qui

consiste à considérer les étrangères comme la source de tous les maux. Il innove même en étendant cette élucubration – jadis cantonnée au domaine de la sécurité – au système de formation. Cette politique aura pour résultat que la situation des étudiantes migrantes, déjà parmi les plus précaires, sera encore péjorée.

Ce faisant, Roger Nordmann et sa clique ouvrent la boîte de Pandore des restrictions à l'accès à la formation. Nul doute que cette mesure n'est qu'une

première étape d'une augmentation massive des taxes pour toutes les étudiantes des EPF.

Nous ne nous laisserons pas berner par la

tactique du salami ! Cette offensive dans les EPF n'est que le reflet d'une tendance nationale à la détérioration des conditions de vie des personnes en formation. À l'heure où le Grand Conseil genevois s'essaie lui aussi à de telles manœuvres en augmentant sournoisement les taxes d'études dans les HES pour les étudiantes genevoises¹, il devra compter avec l'opposition farouche des personnes concernées.

Nous ne nous laisserons pas berner par la tactique du salami !

RESACTE QUID ?

Le REseau d'Action Etudiante (RESACTE) voit le jour en automne 2012. Partant du constat qu'une tendance de fond à restreindre l'accès aux études est en train de se mettre en oeuvre, plusieurs étudiantes ont ressenti le besoin de passer à la contre-attaque. La constitution d'un espace d'organisation et de lutte entre étudiantes dans toute la Suisse est apparue tout de suite comme une nécessité.

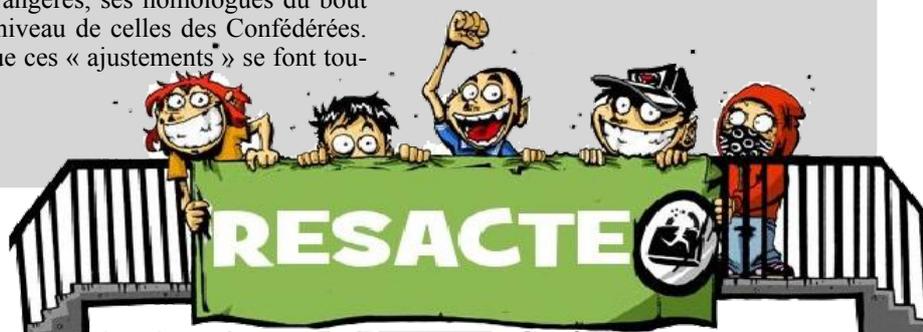
RESACTE a l'ambition de réunir celles qui croient que ce n'est pas à quelques bureaucrates de décider du futur de la formation mais à celles qui sont les premières concernées : les étudiantes !

Le front transversal des partisans de la hausse des taxes est large et bien organisé. A nous de faire de même !

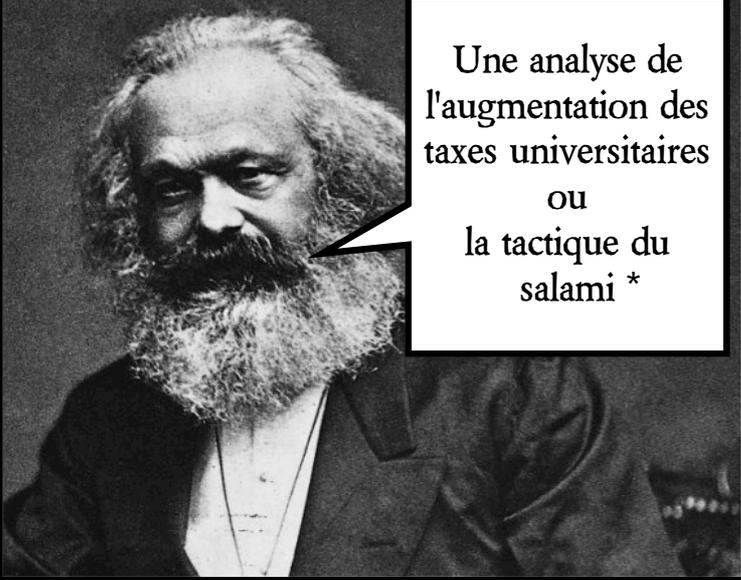
Des étudiantes de Genève, Zurich, Fribourg, Lausanne et Neuchâtel ont déjà rejoint le réseau. Et toi, qu'est-ce que tu attends ?!

Plus d'infos sur : resacte.net

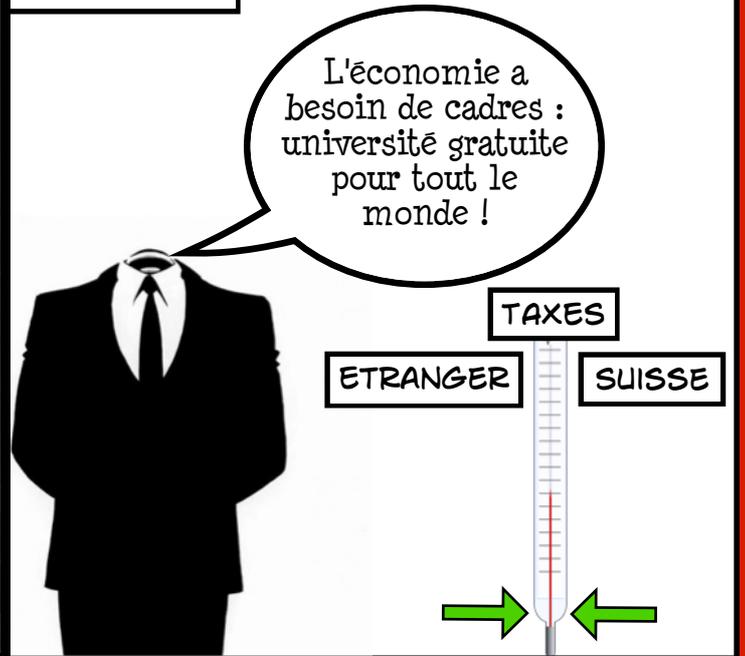
1. Nous signalons au brillant esprit de Roger Nordmann l'ironie de la situation : tandis qu'il s'affaire à alourdir les écolages pour les étrangères, ses homologues du bout du lac augmentent les taxes des Genevoises au niveau de celles des Confédérées. Le point commun entre ces deux méthodes est que ces « ajustements » se font toujours à la hausse et sur le dos des étudiantes.



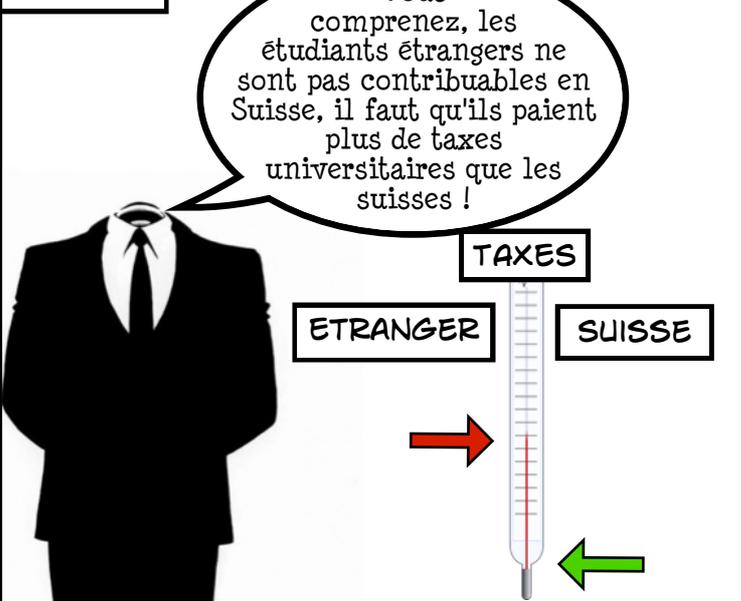
Karl Marx proudly presents :



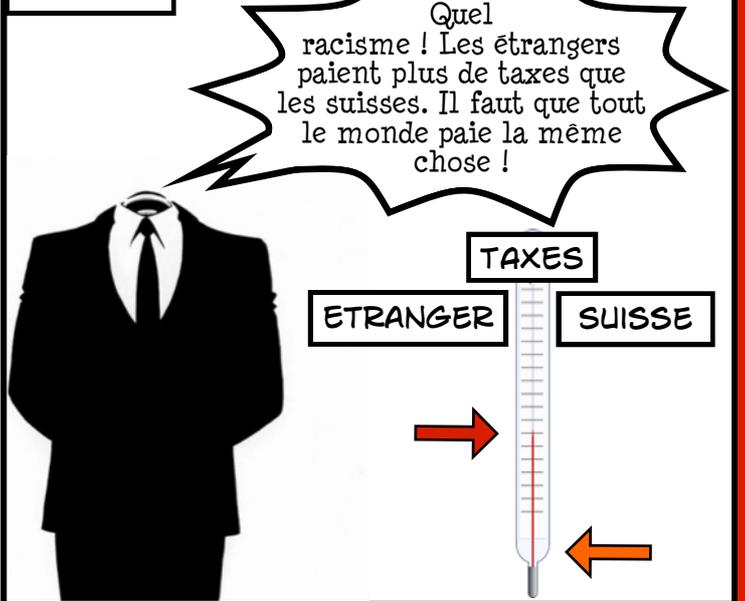
ANNÉE ZÉRO



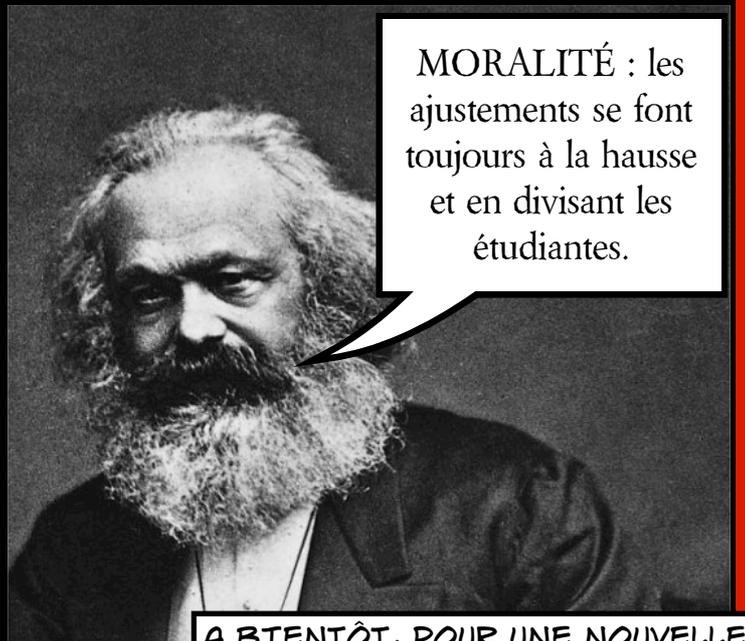
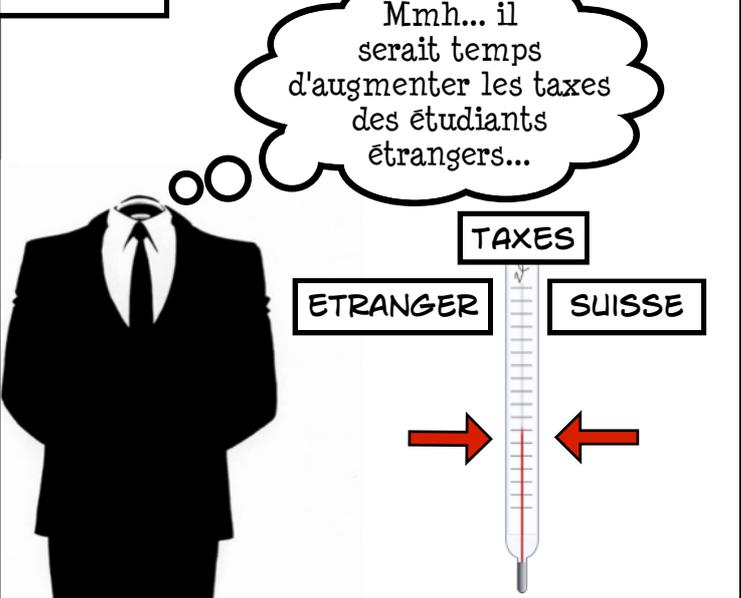
ANNÉE 1



ANNÉE 2



ANNÉE 3



A BIENTÔT, POUR UNE NOUVELLE ANALYSE DE NOTRE CHER KARL...

*ou la dialectique hégélienne du salami dans une perspective matérialiste

QUAND LES ETUDIANTES SE MOBILISENT, LE RECTORAT PERD PIED

Petit retour sur le projet de scission de la faculté des SES

Le rectorat nous a donné, une fois de plus, la preuve de son autoritarisme et de sa logique comptable dans sa gestion de l'université. Quant au doyen de la faculté des sciences économiques et sociales (SES), M. Bernard Morard, il a encore démontré à quel point il sait user avec brio de ses talents de conspirateur.

En novembre 2012, les rumeurs qui circulent dans les couloirs sur une éventuelle scission de la faculté des sciences économiques et sociales sont confirmées, non pas par un courrier officiel du rectorat ou du décanat, mais par la presse locale. Face aux demandes d'explications du conseil participatif des SES, le doyen clame son innocence et renvoie la paternité de cette décision au rectorat. En février 2013, le rectorat communique officiellement au conseil participatif sa décision de dissoudre la faculté pour créer deux instances distinctes – les sciences sociales et politiques d'un côté et les sciences économiques et managériales de l'autre. Dans la foulée, début mars, on apprend – une fois en-

core par voie de presse – que le rectorat envisage sérieusement de supprimer les différents bachelors en sciences sociales (sciences politiques, géographie, sociologie, socioéconomie, histoire économique etc.) pour créer un « bachelor unique » en sciences politiques et sociales. Une feuille de route du rectorat spécifiant la forme que devrait prendre ce nouveau bachelor a en effet été transmise aux départements de sciences politiques, de sociologie et de géographie. Trois professeurs choisis par le rectorat – on ne sait dans quelle pochette surprise – sont même désignés pour mener à bien ce projet de restructuration. Il va sans dire que la même logique s'applique de manière identique du côté des sciences économiques et des hautes études commerciales (HEC).

Faut-il encore s'en étonner, le rectorat, avec le concours du doyen des SES, a pris cette décision dans la plus grande opacité et en tenant à l'écart les principales personnes concernées par cette restructuration, à savoir les étudiantes, le person-

nel administratif et technique ainsi que le personnel enseignant. On se rappelle en effet la manière par laquelle le rectorat a tenté d'imposer la restructuration des bibliothèques¹ et le conflit qui a suivi et on remarque avec consternation qu'il ne tire aucune leçon de ses erreurs. N'allons toutefois pas trop vite dans l'analyse et notons tout de même une légère évolution dans la pratique du rectorat. Avant que l'exaspération ne gagne les différents corps de la faculté, celui-ci n'a même pas pris la peine de donner l'illusion d'intégrer ces derniers au processus décisionnel. En effet, il ne semble pas avoir longuement hésité à fournir une feuille de route qui décrit avec précision la forme que devrait prendre le « bachelor unique » dans chacune des deux nouvelles facultés. Nous sommes au demeurant ravies d'apprendre que le rectorat s'est arrogé une prérogative supplémentaire : échafauder les plans d'études. Quand on atteint un tel niveau d'arrogance, on en vient même à se demander s'il est nécessaire de s'insurger contre la décision

1. En 2011, le rectorat, s'appuyant sur un audit externe coûteux et vide de sens, a voulu imposer une restructuration des bibliothèques de l'université en mettant à l'écart les membres des différents corps et le personnel des bibliothèques. La réaction de ces dernières n'a pas tardé et la restructuration s'est enlisée. Pour plus d'informations, consultez les archives du site internet de la CUAE, du bulletin unige-info et du blog des bibliothécaires, <http://bibliothecairesunige.blogspot.ch/>

du rectorat de mandater une poignée de professeures pour penser seules cette restructuration. Sans parler du délai ridicule de trois semaines accordé initialement aux maîtres-penseuses pour concocter ce nouveau bachelor.

Le doyen des SES n'est pas en reste. On connaît depuis longtemps les conflits d'intérêts du doyen, professeur en HEC, qui cherche inlassablement à allouer pouvoir et ressources au département dont il émane. Cette fois-ci, après s'être arrangé pour être directeur ad-interim du département des HEC, il s'est employé à manœuvrer en coulisse avec quelques autres professeures pour créer une faculté de management qui satisferait pendant quelques temps ses pulsions mégalo-maniaques. Pour parvenir à ses fins, il n'a pas rechigné à mentir ouvertement aux membres des différents corps qui exigeaient des explications. Ce dernier a en effet rejeté toute la responsabilité de la dissolution de la faculté sur le rectorat. Alors qu'il pleurnichait en public sur son triste sort – celui d'un doyen mis devant le fait accompli par le rectorat – il avait tout le

M. Morard a encore démontré à quel point il sait user avec brio de ses talents de conspirateur

loisir d'opérer de sombres tractations au nez et à la barbe de toutes pour mieux mener en bateau le rectorat et le convaincre de dissoudre la faculté.

Bien que l'agacement se répande avec raison dans les couloirs de la faculté, avec une loi sur l'université qui consacre un rectorat tout puissant et qui vide les organes participatifs d'un pouvoir décisionnel significatif², que pouvait-on véritablement espérer ? Que le rectorat et le doyen fassent preuve de bienveillance et prennent en compte d'emblée l'avis de celles qui travaillent et étudient à l'université ?

Quant à la problématique de fond, à savoir le projet académique et pédagogique qui devrait être à l'origine d'une telle restructuration, tâchons de faire preuve d'un peu de lucidité. Malgré les beaux discours que tient le rectorat sur l'opportunité de construire des synergies entre recherche et enseignement et de donner une meilleure visibilité à la richesse des formations en sciences sociales et en sciences économiques, ce dernier est surtout guidé par des logiques basement comptables. Pour prendre un exemple grossier, la date de l'entrée en fonction des deux nouvelles facultés a été fixée au 1er janvier 2014, ce qui correspond au délai pour boucler le budget annuel. Il faut également souligner qu'un « bachelor unique » permet de faire des économies considérables : moins de séminaires en petit groupe et plus de cours ex-cathedra où les étudiantes s'entassent dans les amphithéâtres. On voit comment le rectorat se soucie de l'encadrement des étudiantes !

L'harmonie selon les membres de SES :



2. Rappelons que la CUAE avait combattu cette loi par referendum en dénonçant, entre autres, les dérives que ne manqueraient pas d'entraîner un rectorat et des doyens en roue libre.

On pourrait discuter longuement des avantages et des inconvénients d'un bachelor interdisciplinaire en sciences sociales d'un point de vue académique mais ne soyons pas dupes : les synergies qui n'ont jamais eu lieu entre des personnes dont les bureaux sont éloignés d'un étage au plus ne vont pas apparaître par miracle et d'autant moins après une nouvelle restructuration où tout le monde va pouvoir développer ses dons de marchands de tapis. Plus encore, dans sa feuille de route, le rectorat affiche clairement la direction qu'il souhaite donner à ce bachelor : une formation calquée sur les besoins de l'économie. Ce dernier réclame la mise en place de stages dans le cadre même du bachelor afin de «préparer les futurs diplômés au marché du travail»³. Traduction : livrer une force de travail bon marché et docile en conditionnant l'obtention du diplôme à un stage sous-payé voire non rémunéré qui fait la joie du patronat.

Face au mépris du rectorat pour les personnes qui peuplent les bancs et les bureaux de l'université, les étudiantes n'ont pas perdu leur énergie en lamentations infructueuses et en vaines demandes d'intégration au processus décisionnel ; elles se sont organisées. Le 22 mars, à l'appel de plusieurs associations d'étudiantes des SES (l'AESPRI, l'AS&D, l'AEHES) et de la CUAE, les étudiantes se sont rendues massivement à la séance du

conseil participatif de la faculté à laquelle le recteur était convié afin d'afficher leur mécontentement et pour signifier qu'elles étaient résolues à défendre leur vision de la faculté.

La mobilisation des étudiantes – en quelques jours à peine – a porté ses fruits puisque la restructuration est suspendue et qu'une commission du conseil participatif où tous les corps sont représentés a désormais pour tâche de réfléchir à tous les scénarii possibles. Après s'être laissé

berner par le doyen, le rectorat a finalement compris que le rapport de force en présence lui est défavorable et il semble être sur le point d'enterrer cette restructuration. Bien qu'encourageant, ce dernier épisode montre bien que seules la vigilance et la détermination des étudiantes ont permis d'empêcher le rectorat d'imposer sa volonté. Rappelons-nous que si l'université fonctionne au quotidien grâce au personnel et aux étudiantes, celles-ci peuvent aussi décider de calmer les ardeurs du rectorat et des doyens du même acabit que M. Morard.

Seules la vigilance et la détermination des étudiantes ont permis d'empêcher le rectorat d'imposer sa volonté



"Nous pouvons épargner les domaines importants comme la sécurité, mais il faut continuer à exiger des économies ailleurs"

Jacques Jeannerat

Député PLR au Grand Conseil

Tribune de Genève du 11.04.2013

A la CUAE aussi, nous sommes pour la sécurité !

La sécurité d'avoir une éducation libre et accessible, la sécurité d'avoir un logement, la sécurité de voir nos stages rémunérés, la sécurité de ne pas voir doubler nos taxes d'études, la sécurité d'avoir un permis de séjour, la sécurité d'avoir une bourse d'étude, la sécurité de ne pas devoir faire quatre jobs étudiants pour arriver à la fin du mois et... la sécurité de voir la riche retraite de M. Jeannerat bientôt sucrée.

3. Feuille de route du rectorat, p.2. Disponible dans « Rapport d'audit HEC : quelles conséquences pour l'avenir de la faculté ? », www.unige-info.ch, bulletin n°26, 17 mars 2013.

Le service des bourses et prêts d'études (SBPE) a besoin de notre soutien !

Depuis l'entrée en vigueur en juin 2012 de la nouvelle réglementation genevoise sur les bourses, ce service croule sous le travail. Il leur faut, en effet, minimum trois mois pour traiter chaque courrier, selon leur propre dire. Cette surcharge explique certainement pourquoi les fonctionnaires de ce service nous enjoignent de ne plus leur téléphoner lorsqu'elles daignent nous répondre, et refusent catégoriquement le moindre rendez-vous avec les représentantes des étudiantes.

Sachez que le service des bourses ne chôme pas : ce long délai a permis aux fonctionnaires d'évaluer le montant d'entretien que chaque parent doit à son enfant en lieu et place des autorités compétentes, ce qui ne figure dans aucune disposition légale. Réjouissons-nous cependant car cet abus de zèle (ou de droit) les conduit à évaluer cet entretien à parfois plus de 10 000 CHF par mois. Et si ces chiffres retirent tout droit à l'obtention d'une bourse, il reste les actions en justice contre les parents... Même si aucun juge n'a jamais admis qu'un parent devait une telle somme à son enfant pour son entretien.

Nous ne les laisserons pas seules très longtemps...

La direction du Collège Voltaire chasse les sans-papiers

Lorsqu'elle a appris qu'un élève de l'université populaire fréquentait la bibliothèque du collège pour étudier, la direction n'a pas hésité à appeler les flics pour l'éloigner de ses bâtiments. Or, la direction savait pertinemment que cet étudiant ne possédait pas de papiers. Les collégiennes ont dénoncé cet acte ignoble commis par leur direction qui n'a fait que se noyer davantage dans la fange lorsqu'elle a essayé d'expliquer cette envolée raciste...

Le jeudi 12 avril, une quinzaine d'étudiantes du mouvement contre la hausse des taxes d'études dans les HES était déterminée à se faire entendre par le Conseil d'Etat et à lui remettre une pétition de plus de 700 signatures pour protester contre cette attaque à leurs conditions de vie et d'études. Voilà ce qu'en a dit Le Courrier du lendemain :

ÉTUDIANTS, POIL AUX DENTS

Jeudi, une délégation d'étudiants de HES-SO – Genève, cette fois – a pris d'assaut la conférence de presse du Conseil d'Etat visant à présenter les comptes 2012. Deux lascarde-s s'étaient même glissés dans la salle en se faisant passer pour des journalistes. Encore un couac de la chancelière? PBH

AUCUNE HÉSITATION

La délégation d'étudiants qui a chahuté le Conseil d'Etat genevois voulait lui remettre une pétition. Ce qui a été fait en urgence. «Vous n'êtes pas les seuls», a bougonné le ministre des Finances David Hiler. Ben si. Ils sont tout seuls. Le Conseil d'Etat veut les faire passer à la caisse pour plus de 1000 francs par année et tout le monde s'en fiche. PBH

Les projets de Beer :

1. AUGMENTER LES TAXES D'ETUDES

2. PRENDRE MA RETRAITE



Le mur des lamentations

Cette année, le forum Uni Emploi s'est voulu *fun*. Non contentes de voir dérouler un tapis rouge aux grands champions du capitalisme helvétique comme Crédit Suisse (qui aurait ouvert environ 700 sociétés off-shore ces dernières années) ou Cargill (spéculateur notoire sur les matières premières), nous avons eu le plaisir de voir à Uni Mail un « Mur des rêves » pour dire quel serait notre job idéal. Plutôt amusées, les étudiantes ne semblent pas avoir joué si bien le jeu. Nos coup de cœur ? Rock-star, sirène et chômeuse.

Ding dong

Dans les années 1990, le collectif *Class War* avait suggéré qu'il faudrait célébrer en bonne et due forme la mort de Thatcher, quand celle-ci surviendrait. Le rendez-vous avait été fixé au premier samedi suivant son décès. Chose dite, chose faite, la fête fut belle.

Maintenant que Thatcher est enterrée, quel rendez-vous pourrait-on bien se donner ? Il reste plein de candidats pour reprendre le flambeau...

Chuchoteurs

A la rue de l'École de Médecine, après la levée de l'obligation de fermer les bars à minuit, de sinistres « chuchoteurs » se baladent parmi les jeunes branchées qui prennent d'assaut les terrasses en leur intimant l'ordre de faire moins de bruit.

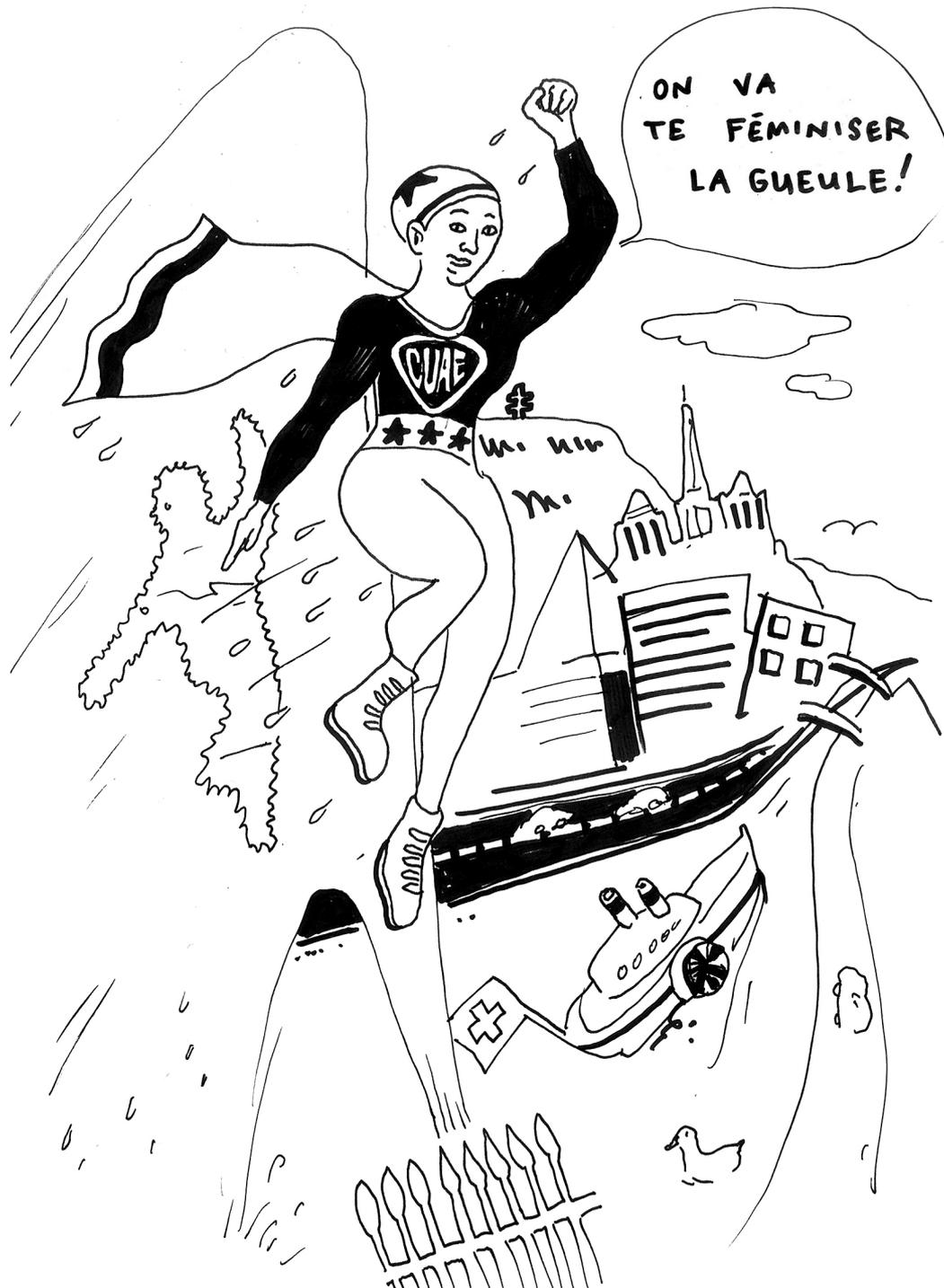
Une rue à l'image de la destinée que certaines souhaitent pour la jeunesse genevoise : consommer et surtout la boucler !

Assemblée des étudiantes migrantes (APEM)

Genève s'est enfin alignée sur la politique ouvertement raciste de la Suisse, en restreignant le nombre d'heure de travail à 15h pour les étudiantes étrangères ! C'est suite à cela que l'APEM avait été créée et avait mené une action en décembre dernier pour inviter les étudiantes à se mobiliser. Une lettre a été envoyée aux autorités qui se sont targuées de simplement respecter la loi. L'assemblée continue à se réunir régulièrement et reviendra certainement déranger la tranquillité de nos couloirs prochainement...

Hausse des caméras

Le shérif de Genève, Pierre « *j'vais pas arrêter d'arrêter* » Maudet s'offre un nouveau joujou sécuritaire : un système de vidéosurveillance dernier cri. 21 caméras haute définition dont les images seront visionnées en direct par 8 opérateurs vont être installées au Pâquis. Un projet-test qui va coûter la modique somme de 3,9 millions de CHF, bien plus que ce que la contribuable va épargner avec la hausse des taxes dans les HES. Mais c'est bien connu, la surveillance, à la différence de l'éducation, n'a pas de prix.



A propos de la CUAE

Sous le sigle CUAE se cache la Conférence Universitaire des Associations d'ÉtudiantEs, association faîtière et syndicat des étudiantes de l'UNIGE, et leur porte-parole auprès des autorités universitaires et politiques.

La CUAE a pour but de défendre les intérêts des étudiantes tout en offrant un certain nombre de services.

Dans ce sens, elle fonctionne comme un syndicat et adopte la ligne et l'opinion de la majorité des gens qui s'y engagent. La CUAE est politiquement indépendante. Ses structures sont démocratiques et elle est ouverte à toute étudiante, et à toute association d'étudiantes de l'université dont les statuts sont compatibles avec les siens.

Contacts

8-10 Passage Baud-Bovy

1205 Genève

tél. 022 379 87 97

cuae@unige.ch

www.cuae.ch